Nouvelle trève en Syrie

AGORA

Science et politique: le dialogue impossible?

Rentrée parlementaire ▸ Au menu du Conseil national, la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse se décline en une douzaine de variantes. Suivant un raisonnement ab absurdo, le conseiller municipal en Ville de Genève François Mireval propose de tester une application stricte du texte de loi…

FRANÇOIS MIREVAL*

Est-il envisageable d'insuffler un minimum de démarche scientifique dans un choix politique important? ou alors science et politique sont-elles incompatibles? Un exemple actuel, réel et tangible, permet de suggérer une réponse possible.

Le monde politico-économique suisse s'agite passablement ces temps-ci autour des conséquences du vote populaire du 9 février 2014 et de l'acceptation, de justesse, de l'initiative UDC «contre l'immigration de masse». C'est maintenant qu'il s'agit de concevoir une loi de mise en application du texte, qui impose un délai à 2017, tout en préservant la possibilité de revenir en arrière, puisque nous revoterons sur le sujet en 2018 ou 2019 (sur l'initiative «rasa» par exemple).

C'est justement cette précieuse étape intermédiaire qui permettrait à notre pays de tester vraiment le texte voté: il s'agirait d'en vivre les effets au quotidien pendant une certaine durée, avant de se prononcer à nouveau dans les urnes. Tester une loi avant de l'adopter ou de la rejeter? Ce serait là un bel exemple de ce qu'on pourrait appeler une démarche scientifique en politique! Seule la démocratie directe, telle qu'elle est pratiquée dans nos contrées, permettrait ce genre de processus.

Très concrètement, on pourrait imaginer le scénario suivant: pendant une année pleine, en 2017 par exemple, du 1er janvier au 31 décembre, la Suisse choisirait d'appliquer avec la plus grande rigueur le nouvel article constitutionnel. Elle fermerait donc ses frontières à toute personne non munie d'un visa adéquat sur son passeport – qui deviendrait le seul sésame possible. Travail, tourisme, transit, formation, résidence, etc.: il y aurait de nombreuses catégories de visa à envisager. (De leur côté, les apatrides, les réfugiés et les demandeurs d'asile obtiendraient bien sûr un document spécifique.) De plus, toute entrée sur notre territoire ferait l'objet d'un contrôle (marchandises et sécurité), quel que soit le véhicule (individuel ou collectif) utilisé.

Réciproquement, il va de soi que l'Union européenne imposerait des contraintes identiques à chaque Helvète. Commerce avec l'UE? Visa et contrôles! Un voyage touristique hors de la Confédération? Visa et contrôles! De simples achats transfrontaliers? Visa et contrôles (à l'aller comme au retour, bien sûr)!

Certes, ce qu'on obtiendrait ressemblerait à une insularisation extrême de notre pays (on pourrait presque parler d'«albanisation», en se souvenant de ce qu'a été ce pays il n'y a pas si longtemps). Mais c'est ce que l'UDC et son bailli zurichois souhaitent faire de la Suisse, et 50,3% de la population a approuvé un vaste volet de ce projet, sans pouvoir en mesurer toutes les conséquences. Il est temps d'en faire une réalité temporaire, dont le corps électoral pourra éprouver les effets «dans sa chair», avant de choisir (définitivement?) le modèle qui lui convient.

Ainsi, il pourrait être envisageable, dans certains cas, d'effectuer des choix politiques tout en les conciliant avec une démarche que l'on peut qualifier de scientifique. Les institutions helvétiques le permettent: il appartient maintenant aux chambres fédérales d'oser s'y frotter, et de faire confiance aux citoyennes et aux citoyens. Oseront-elles? ❙

* Conseiller municipal socialiste-Ville de Genève, astrophysicien de formation.

CHRONIQUE DE RÉSISTANCE

Livres debout!

BRUNO CLÉMENT*

«Nuit debout!», ce formidable mouvement d'agora citoyenne en France a été lancé le 31 mars dernier par François Ruffin, rédacteur en chef du magazine *Fakir* et réalisateur du film *Merci Patron!*, et par Frédéric Lordon, une des figures des «Economistes atterrés». Ciblant au début la scélérate «loi travail» – dont la contestation a fait se lever le plus grand mouvement social dans l'Hexagone depuis celui de 1995 – le mouvement de «Nuit debout» a progressivement élargi sa critique sociale sur tout ce qui pèse, mutile et opprime les gens et la société. Il s'est élargi également géographiquement jusqu'à toucher une centaine de villes en France et plusieurs dizaines en Europe. Il s'est élargi enfin dans de multiples déclinaisons, «Filmer debout!», «Chanter debout!», «Cultiver debout!», tout cela pour clamer, en résumé, «Vivre debout!». En ce sens, «Livres debout!», le titre de cette chronique, est issu du même rhizome.

Il m'est en effet à cœur de vous présenter succinctement trois livres qui ont nourri mon été, voire l'ont illuminé! Publiés en mars, avril et mai 2016, de taille et de genèse différentes, ils sont tous trois des livres de révolte et d'espoir. Ces livres, les voici: *Dire nous. Contre les peurs et les haines, nos causes communes*, d'Edwy Plenel, Don Quichotte édition; *On vaut mieux que ça*, de Fabrice et huit autres internautes, Flammarion; *Contre Valls, réponse aux néoconservateurs*, de Noël Mamère et Patrick Farbiaz, Les Petits Matins.

Ces trois textes, radicalement critiques de l'ordre social capitaliste et de ceux qui le défendent et le promeuvent – personnages ubuesques, pantins clonés au WEF à Davos, pathétiques dans leur tour d'ivoire, cyniques et veules, renégats à l'occasion quand ils s'affublent du «masque de la gauche» – dessinent aussi l'horizon renouvelé de la transformation du monde et des chemins possibles pour (re) construire «d'en bas» une société plus juste, plus humaine, plus en harmonie avec la nature et ses ressources limitées, en un mot plus «fraternelle», dont le «commun» sera l'axe central. Et cela, non en diffusant un nouveau «catéchisme» progressiste, mais en se fondant sur toutes les initiatives citoyennes en cours et les nouvelles liaisons horizontales qui se nouent par internet, par les rencontres réelles des personnes et des collectifs et par les coordinations d'actions locales, mais aussi continentales et mondiales («Pense avec le monde, agis dans ton lieu» disait Edouard Glissant).

Je vous souhaite à toutes et tous de très bonnes lectures en cette fin d'été, «Debout» et en respirant très profondément! ❙

* Animateur en éducation populaire.

AGORA

Interdits de vote

Russie ▸ Faute de papiers d'identité en règle, trois millions de citoyens russes sans-abri ne pourront pas élire leur représentants parlementaires lors des législatives russes du 18 septembre.

PIERRE JACCARD*

Le 18 septembre, les citoyens russes éliront leurs nouveaux députés à la Douma, la chambre basse du parlement. Tous les citoyens? Non. Près de trois millions de Russes sont privés d'accès aux urnes. Souvent contre leur gré, ces personnes ne peuvent remplir leur devoir citoyen, faute de papiers d'identité en règle. Rappelons qu'en Russie, pour être un citoyen à part entière, il faut posséder dans son passeport intérieur un tampon administratif nommé «propiska».

Cet enregistrement s'effectue lorsqu'une personne immatricule son lieu de résidence. Si vous perdez votre lieu de résidence, quelles qu'en soient les raisons, adieu la propiska. Et sans propiska, il est impossible de chercher un appartement, de trouver du travail, de voyager à l'intérieur du pays, d'exiger que vos droits de citoyen soient reconnus, tels que le droit d'avoir un toit, un travail, un passeport intérieur, d'accéder à l'aide sociale, aux soins, aux tribunaux et de voter. Ceci en dépit du fait que la constitution de la Fédération de Russie garantit formellement à toute personne majeure de nationalité russe l'accès au vote.

Pour l'association pétersbourgeoise Nochlezhka qui, depuis 1991, défend les droits bafoués des sans-papiers russes, il ne peut en être ainsi. Son président Grigori Sverdlin s'explique: «La constitution en main, nous avons décidé d'interpeler certains politiciens de Saint-Pétersbourg, leur demander qu'ils interviennent urgemment afin que toutes les citoyennes et citoyens russes sans propiska puissent voter. Nous ne sommes pas dupes, nous savons que ces sans-papiers ne représentent aucun intérêt pour les politiciens. Autrement, cela fait belle lurette qu'ils auraient empoigné le problème et proposé de réelles solutions à ce casse-tête kafkaïen, qui se résume à: pas de papier, pas d'existence.» M. Sverdlin rappelle qu'à Saint-Pétersbourg, ils sont plus de 60 000 sans-papiers dépourvus de droits, qui survivent péniblement dans la rue.

Mais les préoccupations du pouvoir sont toutes autres. Prévues pour décembre 2016, les élections parlementaires ont été exceptionnellement avancées au 18 septembre, soit le même jour que les votations locales et municipales, organisées traditionnellement le deuxième dimanche de septembre. Le but avoué de cette accélération du calendrier est de faire voter le prochain budget national par la nouvelle assemblée fraîchement élue.

D'autres raisons expliquent le nouvel agenda électoral. En 2011, les élections ont été marquées par de très nombreuses accusations de fraudes, d'importantes manifestations ont éclaté après l'annonce des résultats et, pour l'opposition, le slogan « Russie unie, le parti des escrocs et des voleurs» résumait bien cette joute électorale.

Pour Vladimir Poutine, pas question, cette fois-ci, d'encourir l'opprobre populaire, d'autant que le contexte économique n'est pas favorable du fait, entre autres, des sanctions imposées par l'Union européenne en réaction à l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie et de la chute du prix des hydrocarbures. Il faut que son parti Russie Unie et ses alliés de la Douma, aujourd'hui majoritaires, conservent, après le 18 septembre, leur hégémonie et que les parlementaires fraichement élus continuent d'approuver, sans trop broncher, les décisions du maître du Kremlin. Il faut aussi que Vladimir Poutine ait les coudées franches dans sa gestion des dossiers géopolitiques – Syrie, Ukraine – sans être perturbé par des problèmes intérieurs.

Dans ce contexte, un fait est certain: le sans-abrisme russe, malgré ses importants impacts sociaux, ne constituera pas, cette fois encore, un thème de campagne. ❙

* Nochlezhka Suisse Solidaire. L'association soutient l'ONG russe Nochlezhka qui vient en aide aux sans-papiers sans-abris, www.suissesolidaire.org